Mission permanente de la France

auprès de l'Office des Nations unies à Genève
et des autres organisations internationales en Suisse

CG/dt 2018-1781430

OHCHR REGISTRY

21 DEC 2018

Recipients :.....**SPB**.....

.....
.....
.....

La Mission Permanente de la France auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres Organisations Internationales en Suisse présente ses compliments au Haut-Commissariat aux droits de l'Homme et a l'honneur de lui faire parvenir ci-joint les observations de la France en réponse à la communication conjointe du 4 octobre 2018 (référence : AL FRA 9/2018) envoyée par le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression; le Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association; la Rapporteuse spéciale sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant, ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard; le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme; l'Experte indépendante sur les droits de l'homme et la solidarité internationale; le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants; et le Rapporteur spécial sur les droits à l'eau potable et l'assainissement.

La Mission Permanente de la France auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres Organisations Internationales en Suisse saisit cette occasion pour renouveler au Haut-Commissariat aux droits de l'Homme les assurances de sa très haute considération./.

Genève, le 19 décembre 2018

Haut-Commissariat aux droits de l'Homme
Palais des Nations
1211 GENEVE 10

A/s : Réponse du Gouvernement français à la communication conjointe envoyée par le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression; le Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association; la Rapporteuse spéciale sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant, ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard; le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme; l'Experte indépendante sur les droits de l'homme et la solidarité internationale; le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants; et le Rapporteur spécial sur les droits à l'eau potable et l'assainissement.

Par une communication conjointe en date du 4 octobre 2018 (référence : AL FRA 9/2018), vous avez bien voulu attirer l'attention du Gouvernement français sur des informations reçues concernant des allégations d'entraves aux activités des individus prêtant assistance aux migrants ainsi que de mesures d'intimidation à leur encontre par les forces de sécurité et les autorités locales.

Au préalable, il importe de rappeler avec précision le contexte de la situation migratoire à Calais.

S'il n'est pas besoin de rappeler l'importance des migrations internationales depuis quelques années en Europe en général et en France en particulier, il apparaît nécessaire de préciser à nouveau que ces migrations sont inédites par leur ampleur, par l'implication des réseaux de passeurs et par les troubles à l'ordre public qu'elles génèrent (criminalité organisée ou non, délinquance). Ces migrations ont un impact considérable sur le territoire de Calais et de ses environs.

Le territoire de Calais a fait face, depuis plusieurs années et en raison de sa situation géographique, à cette pression migratoire sans précédent et unique en France. En effet, plusieurs milliers de migrants, ayant pénétré dans l'espace Schengen dans le dessein de se rendre au Royaume-Uni, se sont maintenus à Calais, près du site d'Eurotunnel et du port, dans l'espoir de franchir illégalement la frontière.

Ces migrants ne cherchent pas l'asile ou l'immigration en France, mais se trouvent à Calais dans l'unique espoir de traverser la Manche, entreprise extrêmement risquée, que ce soit par le tunnel ou par mer. Les autorités françaises proposent régulièrement aux migrants de Calais qui y sont éligibles une régularisation de leur situation sur le sol français, ce que la plupart d'entre eux refusent, et des hébergements en d'autres endroits du territoire, qu'ils refusent également –pour rappel, la commune de Calais compte environ 60 000 habitants, et peu de perspectives d'installation durables. Le nombre de migrants candidats au passage a parfois dépassé le nombre d'habitants d'agglomération.

La stratégie des autorités publiques a alors été d'ouvrir, en mars 2015, un centre d'accueil et d'hébergement, le centre « Jules Ferry », situé sur le terrain dit de « la Lande », autour duquel se sont installés les migrants. Un camp est ainsi né, attirant alors des milliers de migrants supplémentaires à proximité immédiate du port et du tunnel transmanche. Sur les 10 premiers mois de l'année 2016, **14 décès violents** se sont produits en lien avec l'occupation du camp de la Lande. On dénombrait également, à titre d'exemple, 98 incendies en moyenne par mois au 3^{ème} trimestre 2016 dans le camp (53 incendies en moyenne par mois au 1^{er} trimestre).

De jour comme de nuit, l'autoroute A 16 et la rocade portuaire ont été le lieu d'attaques violentes de camions, notamment par la pose de barrages en feu, de tirs de projectiles et de destructions des camions à coups d'armes contondantes. Au troisième trimestre 2016, 33 744 tentatives de pénétration sur ces axes ont été enregistrées en moyenne chaque mois. Au cours de la seule année 2016, 14 migrants sont décédés en tentant de monter dans des camions sur l'autoroute A 16 et la rocade portuaire. Les riverains et les entreprises du secteur, notamment les transporteurs routiers et le port, ont manifesté le 5 septembre 2016 leur colère et leur désarroi face à cette dégradation de l'ordre public.

Dans ce contexte, l'Etat a décidé un démantèlement d'une ampleur inédite du camp, et, par arrêté du 21 octobre 2016, la préfète du Pas-de-Calais a prononcé la fermeture du centre Jules Ferry et des autres structures destinées à l'accueil et à l'hébergement des migrants sur le territoire de « la Lande ». L'objectif recherché par l'Etat était de répartir la prise en charge des migrants se trouvant alors à Calais dans des centres d'accueil et d'orientation implantés sur l'ensemble du territoire national. Ainsi, entre le 24 octobre et le 2 novembre 2016, 6949 migrants ont rejoint un centre d'accueil et d'orientation.

La situation à Calais s'est depuis lors améliorée, avec une atténuation sensible des troubles à l'ordre public. Aujourd'hui, on peut comptabiliser entre 400 et 600 le nombre d'exilés présents à Calais.

Telles sont les raisons pour laquelle l'Etat s'oppose avec force aux demandes de reconstitution d'installations pérennes sur le territoire de la commune de Calais. Les autorités françaises sont plus déterminées que jamais à répondre à l'essentiel devoir d'humanité dû au migrants et à l'impérieuse nécessité d'assurer l'ordre public républicain sur ce territoire.

Pour autant, la situation dans le Calaisis reste compliquée. On constate notamment des rixes particulièrement violentes, voire mortelles, entre migrants ; près de 115 000 tentatives d'intrusion ont eu lieu sur les sites d'Eurotunnel et du port de Calais en 2017 ; on a recensé 25 000 interpellations d'étrangers en situation irrégulières à la frontière sur l'année 2017, 24 réseaux de passeurs vers la Grande Bretagne ont été démantelés pour la seule année 2017, etc.

Chargé d'organiser l'action des pouvoirs publics pour concilier le respect de l'ordre républicain et le respect des droits fondamentaux pour les migrants comme pour la population, l'Etat a consolidé ses structures d'accueil (centre d'accueil et d'orientation, centre d'accueil des réfugiés, centre d'accueil et d'examen des situations administratives, etc.), a renforcé ses liens avec les collectivités territoriales, a organisé les maraudes, les distributions des repas, l'accès aux douches, aux sanitaires et aux points d'eau, l'accès aux soins etc.. Il demeure que l'Etat est contraint de maintenir un dispositif de force de l'ordre conséquent sur ces territoires pour assurer la paix publique.

Les autorités françaises sont particulièrement vigilantes à ce que l'intervention des forces de l'ordre, dans ce cadre comme dans d'autres, se fasse dans le respect strict du cadre législatif et réglementaire en vigueur. Celui-ci garantit le respect du droit des personnes. L'exigence d'exemplarité qui s'attache à ces missions fait l'objet de rappels réguliers au sein des forces de l'ordre. En cas de manquement constaté, des sanctions sont prises.

Des formations sont dispensées à toutes les forces mobiles affectées sur ces territoires.

Les missions confiées aux forces mobiles se concentrent aujourd'hui sur les axes suivants : assurer la sécurisation des abords du port et du tunnel sous la Manche ; déjouer les tentatives d'intrusion dans les poids lourds ; contrôler les flux d'arrivée dans les gares routières et ferroviaires ; soutenir la police aux frontières dans la mise en œuvre des mesures de rétention et d'éloignement des étrangers en situation irrégulière ; participer aux opérations pour mettre fin aux installations illicites afin d'éviter la reconstitution de bidonvilles ; assurer la sécurité des habitants de Calais dans les zones les plus exposées à la pression migratoire et autour des axes de circulation et des lieux de distribution des repas ; participer à la mise à l'abri des mineurs isolés.

Enfin, le 3 août 2017, le ministre de l'intérieur a confié à l'Inspection générale de l'administration (IGA), à l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) et à l'Inspection générale de la gendarmerie nationale (IGGN) une mission d'évaluation de l'action des forces de l'ordre à Calais et dans le Dunkerquois. Le rapport d'évaluation a été rendu public le 23 octobre 2017. Il formule un état des lieux sans concession sur la situation dans le Calaisis, sur l'existence de quelques cas de manquement à la déontologie policière¹ mais également sur les actions irresponsables de certains défenseurs des droits de l'homme. Ce rapport présente enfin une série de mesures à l'attention des personnels et de la hiérarchie policière.

Malgré de nombreuses allégations de violences policières, notamment par voie de presse, le Préfet du Pas de Calais dénombrait, le 21 septembre 2018, 4 plaintes déposées en 2017 contre des policiers et 1 plainte déposée en 2018. Sur les 9 premiers mois de l'année 2018, 41 policiers ont été blessés lors de leur mission de lutte contre l'immigration irrégulière (24 l'avaient été au cours de l'année 2017).

¹ Données du Défenseur des droits : 4 cas de manquements à la déontologie policière et 7 instructions en cours contre 40 allégations clôturées.

Ainsi, les autorités françaises réaffirment leur volonté d'empêcher la reconstitution de campements illicites en conciliant le principe constitutionnel de sauvegarde de l'ordre public et le respect des droits fondamentaux tant des migrants que de la population et des acteurs locaux. La complexité de la situation du Calais appelle à se garder de toute approximation et à privilégier l'examen concret de chaque situation.

1. Vous demandiez tout d'abord des informations ou des commentaires en relation avec les allégations mentionnées dans la communication.

En premier lieu, sans préjudice de choix sémantiques, la formulation générale du rapport semble valider à l'avance et avant réception de la réponse des pouvoirs publics l'authenticité des faits rapportés par les représentants des associations citées. Sur le mode indicatif, il est ainsi affirmé (p. 3) que « *les employés et bénévoles appartenant à des associations, ou agissant de manière individuelle, qui prêtent assistance aux migrants et aux demandeurs d'asile sur le territoire français, sont fréquemment l'objet d'intimidations prenant diverses formes, de la part des autorités locales ou des forces de sécurité.* » Le gouvernement français **regrette et conteste cette présentation partisane** de la part de certaines associations qui ne correspond pas à la réalité de l'action du gouvernement français sur le terrain.

En deuxième lieu, les autorités françaises sont attachées au respect de l'Etat de droit : l'action des pouvoirs publics s'exerce dans le cadre des lois et des règlements français, voire européens, et peut faire l'objet de nombreux recours devant les juridictions ou les organes compétents en matière d'atteinte aux droits fondamentaux.

S'il peut être admis que les actions de police opérées puissent parfois être ressenties comme des actes « *d'intimidation* » par des personnes ignorantes du cadre légal national, il n'en demeure pas moins que leur mise en œuvre est systématiquement fondée sur une base légale (contrôles d'identité selon les différents cas prévus par le code de procédure pénale, exécution d'une décision de justice, etc.). A cet égard, les actions de police judiciaire sont dirigées par des magistrats judiciaires. Les mesures de police administrative sont encadrées par de nombreuses normes régulièrement rappelées, décidés par des autorités compétentes sous le contrôle du juge administratif.

La constatation d'infractions, et notamment de contraventions, ne saurait être considérée comme un acte « *d'intimidation* », mais relève simplement de l'application des lois et règlements s'imposant à toute personne se trouvant sur le territoire national. Il peut être utilement rappelé que la constatation des infractions repose sur la réunion des éléments matériels, légaux et, pour les délits, intentionnels. Il n'existe pas de cause d'exonération liée à l'activité de défense des droits de l'homme, par exemple en matière de code de la route.

A cet égard, le « délit de solidarité » n'existe pas en droit français. Dans sa décision 2018-717/718 QPC du 6 juillet 2018, mentionnée dans votre communication, le Conseil constitutionnel a considéré que l'exemption pénale définie à l'article L. 622-4 du CESEDA ne pouvait être limitée, comme c'était le cas dans la rédaction antérieure de cet article, aux cas d'aide au séjour irrégulier. Au contraire, il a précisé que l'aide à la circulation, lorsqu'elle constitue l'accessoire de l'aide au séjour apportée à l'étranger, devait être incluse dans le champ de cette exemption (cons. 13 de sa décision). Il a donc censuré les dispositions de la loi en tant qu'elles ne mentionnaient pas l'aide à la circulation. Pour autant, en ce qui concerne l'aide à l'entrée irrégulière, le Conseil a validé, dans sa décision 2018-770 DC du 6 septembre 2018, les dispositions législatives actuellement en vigueur qui écartent les exemptions pénales en matière d'aide à l'entrée irrégulière en France, « même si celle-ci est apportée dans un but humanitaire ».

Enfin, l'action de la France s'inscrit dans un souci humanitaire évident à l'égard des migrants mais également dans plusieurs politiques concomitantes tendant au rétablissement de l'ordre public républicain et à mettre fin aux zones de non droit : lutte contre l'insécurité, lutte contre les réseaux de passeurs, lutte contre l'immigration clandestine, sécurisation des sites stratégiques (port de Calais et tunnel sous la Manche) mais également de la ville de Calais et de ses abords. La France exerce l'ensemble de ses actions dans le strict respect du droit de l'Union européenne et du cadre législatif fixé par le CESEDA.

C'est dans cet esprit que le gouvernement français a toujours affirmé que si des manquements avaient été commis par ses forces de l'ordre, ceux-ci seraient sanctionnés.

En troisième lieu, des soutiens aux migrants font aussi parfois eux-mêmes appel aux forces de l'ordre qui interviennent toujours rapidement et sans discrimination. Lorsque les personnels d'associations humanitaires sont parfois violentés par les migrants, les policiers interviennent pour la sécurité des personnels associatifs. De la même façon, les forces de l'ordre sont parfois amenées à intervenir à la suite de violences entre migrants. Dans tous les cas, en cas de besoin, les forces de l'ordre interviennent pour assurer la sécurité des personnes et ramener le calme, quel que soit le demandeur. Le rapport d'évaluation de l'action des forces de l'ordre à Calais et dans le Dunkerquois précité rappelait à cet égard que « *la grande majorité des interlocuteurs rencontrés jugent indispensable la présence des forces de l'ordre et la qualité de leur travail* ».

En dernier lieu, les autorités françaises souhaiteraient appeler l'attention des honorables rapporteurs sur les modalités d'action de certains défenseurs des droits et l'évolution de la population des migrants composés majoritairement de jeunes hommes décidés à rejoindre la Grande-Bretagne par tout moyen, fut-il illégal voire dangereux pour leur intégrité.

Si la majorité des associations de défense des droits de l'homme exercent leurs missions de manière irréprochable et contribuent à améliorer la situation dans le Calais, il convient de prendre en compte qu'un certain nombre d'acteurs se présentant comme défenseur des droits des migrants se comportent en réalité comme des activistes agissant en dehors du cadre légal fixé par la République.

Dès lors, cet activisme complexifie l'exercice des missions des pouvoirs publics mais également l'appréhension des actions sur place en raison de la diffusion régulière de fausses informations ou d'allégations dénuées de fondement. A titre d'illustration, il n'est pas possible que du gaz au poivre ait pu être utilisé par les forces de l'ordre, un tel gaz n'étant pas en dotation dans les services de police et de gendarmerie. Il sera démontré ci-dessous que bon nombre des allégations mentionnées révèlent au mieux d'une mauvaise compréhension des lois de la République, au pire d'une volonté délibérée de véhiculer de fausses informations.

Il apparaît à cet égard que les actions en diffamation engagées par certains policiers ou syndicats de policiers témoignent du climat de tension généré par ces allégations. Les autorités françaises considèrent que les policiers, ou leurs représentants, peuvent être légitimes à saisir les juridictions judiciaires compétentes.

Enfin, la population migrante présente dans le Calais, composée majoritairement de jeunes hommes, est particulièrement mobile, déterminée et prête à prendre des risques inconsidérés pour rejoindre la Grande-Bretagne. Les bagarres ultra-violentes ou les accidents mortels témoignent du climat auquel doivent faire face les pouvoirs publics. A cet égard, les acteurs locaux constatent une forte tension qui doit nécessairement être prise en compte pour apprécier le caractère strictement proportionné et adapté de l'action des forces de l'ordre sur le terrain. 24 policiers ou gendarmes ont été blessés en 2017 et 41 sur les 9 premiers mois de l'année 2018.

En conclusion, **les autorités françaises récusent les accusations d'intimidation, de harcèlement ou d'entraves à l'action de certains défenseurs des migrants**, l'action des forces de l'ordre s'inscrivant dans un cadre légal et réglementaire. L'action des autorités françaises dans le Calais en faveur des migrants, qui appelle sans doute un besoin d'explication ainsi que vous le soulevez, ne saurait pour autant être caricaturée. Enfin, à supposer que des manquements aient été commis, ils peuvent être contestés devant les tribunaux français, voire européens, et les auteurs seront sanctionnés.

2. Deuxièmement, vous demandiez des informations détaillées concernant les allégations d'obstruction aux activités des défenseurs des droits des migrants opérant à Calais et aux alentours.

Après avoir conduit une opération d'une ampleur inédite pour démanteler les camps de Calais, l'Etat veille désormais à renforcer « le dispositif existant dans le Pas-de-Calais pour accueillir les migrants dignement et les orienter en fonction de leur situation administrative en agissant sur trois points : l'accueil des mineurs, l'accès à des points d'eau et l'orientation vers l'hébergement. »². Ce renforcement se traduit notamment par une coopération avec les associations œuvrant en faveur des migrants, comme l'association « France-Terre d'Asile », avec laquelle une convention a été signée à Calais. Si le contexte dans lequel interviennent les forces de l'ordre dans le Calaisis reste particulièrement difficile, les troubles à l'ordre public se sont réduits. Néanmoins, force est de constater que les forces de sécurité restent fréquemment sollicitées pour faire cesser des rixes entre migrants, parfois très violentes. Dans l'accomplissement de leur mission à Calais, les forces de l'ordre font un usage proportionné de la force, dans le respect du droit et de la dignité des personnes. Afin de disposer d'une vision impartiale de la situation, le ministre de l'intérieur a demandé, dans un communiqué du 31 juillet 2017, à l'inspection générale de l'administration (IGA), à l'inspection générale de la police nationale (IGPN) et à l'inspection générale de la gendarmerie nationale (IGGN) un rapport sur les conditions d'intervention des forces de l'ordre dans le cadre de la mission qui leur est confiée à Calais.

- *Les arrêtés visant à interdire la distribution de nourriture.*

Le Maire de Calais a pris deux arrêtés en date du 2 et 6 mars 2017 et deux décisions en date du 7 février et 9 mars 2017 en vue d'interdire la distribution de repas sur des emplacements situés dans la zone industrielle des Dunes et le Bois Dubrulle. Le tribunal administratif de Lille a suspendu ces arrêtés le 22 mars 2017.

L'Etat a alors souhaité reprendre à sa charge la distribution des repas qui est encadrée par les services préfectoraux et assurée par l'association La Vie Active. Elle consiste en la distribution quotidienne de deux repas, à savoir un petit déjeuner entre 9 h 30 et 12 h 15 et un repas double de 14 h 30 à 18 h 30, à la fois sur des points fixes et de façon itinérante par des membres de l'association. L'ensemble des distributions est sécurisé par un dispositif policier, fixe ou dynamique selon les cas, afin de prévenir les risques d'échauffourées fréquentes lors du rassemblement de nombreux individus. Au cours du mois d'octobre 2018, les membres de l'association La Vie Active ont sollicité un renforcement de la surveillance des lieux de distribution après qu'un de leurs minibus ait subi d'importantes dégradations par des migrants.

Malgré la mise en place de cette restauration des migrants par les services de l'Etat, plusieurs associations d'aide aux migrants - telles que les associations RCK, Salam et Utopia 56 que vous citez expressément - organisent des distributions non encadrées, engendrant des attroupements de plusieurs dizaines de personnes et des violences, complexifiant davantage encore la situation sur place. Ce n'est donc pas la distribution des repas qui est interdite, puisqu'assurée par l'Etat, mais l'organisation mise en place par l'Etat qui est contestée par certaines associations.

- *La confiscation du matériel des associations.*

Il est soutenu, dans votre communication, que lors de démantèlements d'implantations illégales par les forces de l'ordre, les associations verraient leurs matériels détruits ou confisqués. Il faut rappeler que les opérations de démantèlement sont menées sur instructions du procureur de la République de Boulogne-sur-Mer sur la base de l'infraction d'installation en réunion sur le terrain d'autrui (article 332-4-1 du code pénal) à la double condition de respecter la flagrance et de ne pas saisir et placer sous scellé les biens que les migrants souhaiteraient récupérer.

Deux notes de service de la Circonscription de sécurité publique (CSP) de Calais des 19 et 20 septembre 2017 et reprises dans une note synthétique du 16 octobre 2017 établissent les modalités applicables pour le démantèlement des camps et occupations illégales. Ces notes font clairement apparaître que les personnes expulsées doivent pouvoir récupérer leurs effets personnels.

² Communiqué de presse de M. Gérard Collomb, ministre de l'intérieur, en date du 31 juillet 2017 à la suite de la décision n° 412125-412171du Conseil d'Etat du 31 juillet 2017, Commune de Calais, Ministre d'Etat, ministre de l'intérieur - <https://www.interieur.gouv.fr/Actualites/Communiqués/Pas-de-Calais-renforcement-du-dispositif-d-accueil>

Afin de répondre aux critiques récurrentes d'une association sur la confiscation des effets personnels des migrants, la préfecture du Pas-de-Calais a mis en place depuis janvier 2018 un tri des effets qui ne sont pas repris par les migrants à l'issue des opérations de démantèlement. Un prestataire privé, sis dans une « ressourcerie » en périphérie de Calais, met ainsi dans des sacs identifiés les duvets et couvertures (voire tentes) laissés sur place et plus rarement des effets personnels. En cas de besoin, les effets sont séchés avant d'être mis à la disposition des associations habilitées qui ont alors un délai de 10 jours pour venir les récupérer. Il apparaît que dans les faits, peu d'associations viennent finalement récupérer ces effets.

- *L'incapacité d'identifier les policiers.*

Les militants critiquent le fait que des policiers intervenant sur des contrôles d'identité ou sur des démantèlements de camps et qui auraient des comportements inappropriés seraient impossibles à identifier car ne portant pas leur numéro RIO. Si les autorités françaises ont effectivement constaté dans quelques cas de tels manquements, on peut également souligner que les équipements dont sont équipés les policiers intervenant sur ces démantèlements peuvent parfois masquer la visibilité de ce numéro. Le rapport IGA-IGPN-IGGN sur l'évaluation de l'action des forces de l'ordre à Calais et dans le Dunkerquois précité a relevé de tels manquements à cette règle et a préconisé de rappeler aux forces de l'ordre leurs obligations en la matière (cf. recommandation n° 8).

En conséquence, des mesures ont été prises : une note de service de la Direction départementale de la sécurité publique (DDSP) du Pas-de-Calais en date du 24 octobre 2017 a rappelé cette obligation générale qui s'impose à tous ses agents. Outre cette note de service, des télégrammes rappellent périodiquement cette obligation qui est systématiquement rappelée dans les notes de service d'opérations de démantèlement de camps et répétée verbalement à chaque briefing.

Enfin, il convient de préciser que les enquêtes, administratives ou judiciaires, conduites en cas d'allégation de mauvais traitements doivent permettre d'identifier les policiers intervenus dans les opérations contestées.

- *La verbalisation abusive des membres d'associations.*

Il est également reproché aux forces de l'ordre de procéder à un harcèlement des militants au moyen de verbalisations abusives de leurs véhicules. Au préalable, il convient de rappeler que la verbalisation à des infractions au code de la route repose sur des critères objectifs, définis par la loi et les règlements. A ces griefs exprimés lors d'une réunion du 27 août 2018 organisée par le préfet du Pas-de-Calais, la préfecture a confirmé les chiffres de verbalisations alléguées en soulignant les difficultés de distinguer les véhicules des associations des autres. Parallèlement, des instructions de bienveillance ont été données en matière de verbalisation sauf pour les cas de stationnement dangereux ou gênant. La suggestion de la préfecture de distinguer les véhicules des associations par l'apposition d'un logo a été refusée par ces dernières qui préféraient communiquer une liste d'immatriculations.

- *La communication fait enfin état de militants pro-migrants se disant victimes d'abus de pouvoir, d'insultes, de menaces et de violences physiques par des policiers.*

Ces faits ne peuvent être que contestés : les policiers travaillent à Calais comme sur l'ensemble du territoire dans un cadre légal et réglementaire strict dans lequel peuvent être mis en œuvre des contrôles d'identité sur la base de réquisitions du parquet, des dispersions de regroupements non autorisés ou d'attroupements ou des procédures de reconduites à la frontière d'étrangers en situation irrégulière. Ils interviennent également pour empêcher les intrusions dans les infrastructures ou dans les poids-lourds, ou bien encore pour prévenir les tentatives de barrages sur les routes et les autoroutes qui peuvent être particulièrement dangereux pour les usagers comme pour les migrants eux-mêmes ; ces actions sont constitutives d'infractions pénales. Les moyens de coercition, quand ils sont employés, obéissent strictement aux principes de nécessité et de proportionnalité. Les policiers agissent avec professionnalisme, discernement et dans le respect des règles de la déontologie policière.

- *Contrôles d'identité.*

Les contrôles d'identité réalisés par les policiers ne sauraient être considérés comme des entraves à l'action des personnels humanitaires, étant exclusivement fondés sur les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 78-1 du code de procédure pénale, aux termes desquelles « toute personne se trouvant sur le territoire national doit accepter de se prêter à un contrôle d'identité dans les conditions et par les autorités de police visées aux articles [78-2 et] suivants. ». Il n'existe pas d'exonération légale à ces dispositions, dont l'application est par ailleurs soumise au contrôle de l'autorité judiciaire, pour les « défenseurs des droits des migrants ». Au regard des 23 000 contrôles d'identité réalisés en 2017, les autorités françaises considèrent que si des associatifs ont été contrôlés, il s'agit d'un nombre absolument infime qui ne saurait être assimilé à une entrave. Enfin, des contrôles d'identité réalisés sur réquisition du procureur de la République ont été réalisés à des fins de recherche d'auteur d'infractions d'aide et d'assistance au séjour irrégulier, de dégradations volontaires ou de violences volontaires. Ces contrôles étaient parfaitement encadrés.

- *Fouilles corporelles.*

Les fouilles corporelles constituent juridiquement un acte de police judiciaire, assimilé à une « perquisition du corps », et pratiqué par des officiers de police judiciaire. Dans l'hypothèse probable d'une confusion avec les palpations de sécurité, il convient de rappeler que la palpation de sécurité est une mesure de sécurité. Acte de police administrative (donc préventive), elle a pour finalité la sécurité des policiers, de la personne contrôlée et du public. Elle consiste à détecter sur une personne, ou sur les accessoires qu'elle porte, tout objet susceptible de constituer un danger pour elle-même ou pour autrui, indifféremment de l'activité de la personne qui en fait l'objet. Elle peut être pratiquée à l'occasion d'opérations de police de nature judiciaire ou administrative, notamment lors de contrôles d'identité.

3. Troisièmement, vous demandiez des informations sur la base juridique pour la surveillance des défenseurs des droits des migrants, ainsi que la base légale pour les empêcher de filmer, de photographie et de confisquer leurs téléphones.

En premier lieu, les autorités françaises rappellent régulièrement aux CRS, notamment lors de l'arrivée sur zone de nouvelles compagnies, et aux policiers œuvrant dans le Calais qu'ils ne peuvent faire obstacle à la captation d'image, notamment par des membres d'associations. Si de telles captations d'images sont sources de stress chez certains membres des forces de l'ordre, les autorités françaises s'assurent du respect de ces consignes.

En effet, sauf à entrer dans le cadre du délit d'atteinte à la vie privée prévu par l'article 226-1 du code pénal qui prévoit qu' « est puni d'un an d'emprisonnement et de 45000 euros d'amende le fait, au moyen d'un procédé quelconque, volontairement de porter atteinte à l'intimité de la vie privée d'autrui :

1° En captant, enregistrant ou transmettant, sans le consentement de leur auteur, des paroles prononcées à titre privé ou confidentiel ;

2° En fixant, enregistrant ou transmettant, sans le consentement de celle-ci, l'image d'une personne se trouvant dans un lieu privé.

Lorsque les actes mentionnés au présent article ont été accomplis au vu et au su des intéressés sans qu'ils s'y soient opposés, alors qu'ils étaient en mesure de le faire, le consentement de ceux-ci est présumé », il n'existe aucune base légale en droit pénal français pour empêcher les bénévoles de filmer ou de photographier les interventions des forces de l'ordre sur la voie publique.

En second lieu, les forces de l'ordre filment, en raison du contexte particulier sur Calais, leurs interventions soit par le biais de caméras piétons, soit par le biais de moyens collectifs.

La réalisation de reportages photo ou vidéo par les fonctionnaires ne procède pas d'une quelconque « surveillance » des « travailleurs humanitaires », mais d'un dispositif destiné au contraire à assurer la transparence et la traçabilité des actions de police ainsi que, le cas échéant, à garantir la sécurité juridique des agents en cas de mise en cause ultérieure de leur action.

A cet égard, il convient de rappeler que le décret n° 2016-1860 du 23 décembre 2016, pris pour application de la loi n° 2016-731 du 3 juin 2016, autorise les policiers à utiliser des caméras piétons (Art. L.241-1 du code de la sécurité intérieure)³.

Il convient enfin de préciser qu'au sein des CRS en opération de maintien de l'ordre, la réalisation de reportages photo ou vidéo est systématiquement prescrite par note de service ou télégramme d'ordre, sous réserve des contraintes opérationnelles, en situation d'emploi de la force et *a fortiori* d'usage des armes.

4. Vous souhaitez également des informations concernant les allégations de criminalisation, d'intimidations, de harcèlement et de menaces mentionnées dans la communication à l'encontre des défenseurs des droits des migrants.

Les militants des associations venant en aide aux migrants se plaignent de harcèlements, d'intimidations, voire de menaces, et de manière plus générale de difficultés à faire valoir leurs droits, notamment pouvoir déposer plainte, le cas échéant, contre un fonctionnaire de police identifié sinon identifiable. Ainsi qu'il a été démontré précédemment, il importe que de telles allégations soient étayées pour pouvoir être examinées et s'assurer de la légalité des actions commises par les forces de l'ordre. Les autorités françaises ne sauraient tolérer que de tels agissements puissent être conduits sur son territoire : les forces de l'ordre agissent dans le cadre d'un Etat de droit sur la base d'actions prescrites par les autorités compétentes et les éventuels manquements font l'objet d'enquêtes dédiées.

A titre liminaire, il convient d'indiquer que de façon générale, le parquet général de DOUAI, judiciairement compétent concernant la situation des migrants du Nord de la France, n'a pas eu connaissance de cas d'entrave aux activités des associations et des ONG leur venant en aide.

Les associatifs ont fait part au parquet de BOULOGNE-SUR-MER de leur sentiment d'être systématiquement verbalisés lorsque leurs véhicules stationnent sur la voie publique. Après vérifications, il s'est avéré que ces véhicules stationnaient de façon anarchique lorsque les bénévoles décidaient de procéder à la distribution de repas sur la voie publique et ce bien que l'Etat ait pris en charge cette distribution. Le procureur de la République de BOULOGNE-SUR-MER a toutefois demandé au chef de la circonscription de police de Calais de lui donner des explications sur ces verbalisations afin de veiller à éviter tout "excès de zèle" en cette matière. Le procureur de la République de BOULOGNE-SUR-MER **n'a pas eu connaissance de violences de menaces ou d'actes d'intimidation à l'encontre des bénévoles de la part des services de police**. Les associations n'hésitent par ailleurs pas à le saisir de toutes difficultés en lien avec la police.

Le parquet général de DOUAI n'a pas été informé de différences de traitement entre les nationalités de bénévoles par les services de police ou de difficultés de procédure lors d'éventuelles mesures de garde à vue prises à l'encontre de membres d'associations. Les gardes à vue de bénévoles sont rares et généralement pas en relation avec leur activité. Elles interviennent lorsque les bénévoles se rendent auteurs d'outrages envers les services de police ou s'opposent physiquement aux opérations de maintien de l'ordre. De façon générale, il est difficile pour les services de police de distinguer, en ces circonstances, l'action du bénévole associatif de celle du militant « no border » quand ils sont confrontés à ce genre de situation. **Plusieurs associations caritatives britanniques sont par ailleurs présentes sur le Calais et le parquet de BOULOGNE-SUR-MER n'a pas été saisi par celles-ci de doléances liées à des actions discriminatoires de la police.**

Les associations peuvent déposer plainte auprès des services de police. Les services de police ont pour instructions soit de recevoir la plainte et d'apprécier l'opportunité de saisir l'inspection générale de la police

³ - Le territoire de Calais ne fait pas partie de l'expérimentation relative à l'enregistrement systématique des opérations de contrôles d'identité prévue par le décret n° 2017-636 du 25 avril 2017 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'enregistrement des contrôles d'identité par les agents de la police nationale et les militaires de la gendarmerie nationale équipés d'une caméra mobile, pris pour application de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017.

nationale (IGPN), soit d'orienter les plaignants directement vers l'IGPN en les invitant à saisir ce service par courrier.

Selon le parquet général de DOUAI, aucune prise de plainte n'a été refusée par la police. Les fonctionnaires de police sont informés qu'en cas de refus, si le procureur de la République est directement saisi par les associatifs, une enquête sera immédiatement confiée à l'IGPN au sujet tant des faits dénoncés que du refus de prise de plainte.

Des plaintes des bénévoles sont instruites et donnent lieu à des enquêtes confiées à l'IGPN. Elles peuvent donner lieu à des demandes d'explication aux services de police concernés sous forme de rapports qui serviront de point de départ aux investigations.

Concernant les plaintes dont l'IGPN a été saisies :

a) Entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2017 :

Sur cette période, l'IGPN a été saisie de 52 enquêtes judiciaires en lien avec cette problématique. Le profil des plaignants correspond majoritairement à de jeunes hommes dont l'âge se situe entre 20 et 30 ans et dont la nationalité est pour l'essentiel syrienne, afghane, iranienne ou encore érythréenne, mais aussi à des représentants d'associations.

Jusqu'au démantèlement de la « jungle », survenu le 24 octobre 2016, les plaintes reçues concernaient des faits de violences s'inscrivant dans un contexte de rétablissement de l'ordre public, et mettant en cause principalement des CRS. Ces violences étaient décrites comme se déroulant lors de tentatives massives d'envahissement de l'autoroute ou de la zone de fret, en centre-ville, dans des commerces d'où les migrants sont évincés, la plupart du temps à la demande de la population riveraine excédée, ou encore lors d'évacuation de camions pris d'assaut par des migrants sur l'autoroute desservant le port de Calais. Les violences alléguées consistent essentiellement en des bousculades, des coups de poing, des coups de pieds, des coups de matraques et des gifles. L'utilisation du lanceur de balles de défense, du flash-ball et de gaz lacrymogène a également été dénoncée par les plaignants, mais de manière plus résiduelle.

Tout ceci doit être replacé dans le contexte de l'emploi nécessaire de la force pour le rétablissement de l'ordre public. En outre, la plupart des plaintes ont été déposées par le biais de la même avocate, présente dans « la cabane juridique » implantée au sein du camp de la Lande.

Entre le 24 octobre 2016 et jusqu'au 31 décembre 2017, l'IGPN a été saisie de :

- 5 plaintes de migrants pour des faits de 2016 : 4 pour des allégations de violences policières lors d'évacuation de camions et 1 pour vol ;
- 4 plaintes de migrants pour des faits de 2017 : 2 pour des vols de numéraire lors d'interpellation ou au centre de rétention et 2 pour des violences ;
- 4 plaintes d'associations de migrants pour des faits de 2017 : 3 émanent de l'association « Utopia 56 » pour des incidents survenus lors de la distribution des repas, 1 a été déposée par l'association « L'Auberge des migrants » qui dénonçait l'intrusion le 7 juin 2017 de CRS à bord d'un véhicule dans un terrain privé où se trouvait un entrepôt exploité par l'association.

S'agissant des suites judiciaires qui ont été données à ces 52 enquêtes, il ressort que 15 enquêtes ont donné lieu à un classement sans suite et 2 ont été transmises à un autre service de police.

Un agent a été condamné en 2017 à une amende délictuelle (coups portés à un journaliste qui filmait l'action des policiers en 2014), et un second (poursuivi pour une gifle portée à un migrant lors de son passage en audience devant le juge des libertés et de la détention) a été condamné en 2017 à 6 mois d'emprisonnement ferme avec interdiction de port d'arme pendant 5 ans et interdiction d'exercer la profession de policier avec sursis.

Les autres enquêtes ont été transmises pour appréciation aux autorités judiciaires, lesquelles n'ont pas fait connaître les suites qu'elles entendaient donner à ces affaires. Il convient de préciser, en outre, qu'il existe souvent de réelles difficultés à retrouver les plaignants.

b) Depuis le début de l'année 2018 :

Depuis le début de l'année 2018, l'IGPN a été saisie de 7 enquêtes judiciaires :

- 4 plaintes de migrants pour des faits de violences ;
- 2 plaintes d'associations de migrants pour des faits de dégradations et de violences : un bénévole de l'association « Utopia 56 » alléguait qu'un groupe électrogène avait été dégradé par des policiers lors d'une distribution de repas. Deux bénévoles, de nationalité britannique, au sein de l'association « Utopia 56 » et « Help Refugees » se plaignaient d'avoir été brutalisés alors qu'ils filmaient avec leur téléphone portable leurs échanges avec des policiers lors d'une opération de police. Ils alléguaient également qu'un de leur téléphone portable avait été détérioré au cours de leur altercation avec les forces de l'ordre ;
- 1 réclamation du Défenseur des droits pour des faits de violences : un jeune migrant soutient qu'il aurait été aspergé de gaz lacrymogène par des policiers et, une fois à terre, aurait été menotté et frappé au visage à coups de poing. Il aurait ensuite été abandonné sur place. Il prenait attache avec des associatifs de « L'Auberge des migrants », association qui saisissait le Défenseur des droits.

A ce jour, 3 de ces enquêtes sont toujours en cours. Les 4 autres ont été transmises pour appréciation au parquet, lequel n'a pas fait connaître sa décision quant aux suites réservées à ces dossiers.

c) Cas de Mme Charlotte HEAD.

Mme Charlotte HEAD (bénévole de l'association Help Refugees), évincée d'un site où se déroulait une opération judiciaire le 24 mai 2018 dans le secteur du Puythouck à Grande-Synthe, a effectué plusieurs signalements en ligne sur la plate-forme IGPN (quatre le 15 juin 2018 et un le 28 juin 2018) pour dénoncer les conditions de contrôle d'identité et de démantèlement de lieux de vie et le comportement inapproprié des forces de police.

L'intervention sur cette zone revêtait un caractère judiciaire s'agissant de la recherche de passeurs, et cette opération se déroulait en présence et sous l'impulsion des enquêteurs de la brigade mobile de recherche. La déclarante évoque elle-même dans sa dénonciation le fait qu'elle soit allée alerter des personnes présentes sur le site de l'arrivée de policiers de la PAF, ce qui caractérise une attitude militante destinée à empêcher des contrôles ou interpellations. Ce faisant, elle a tenté de faire obstruction à une enquête judiciaire. La présence de passeurs armés sur le site étant toujours d'actualité (migrant blessé par balle découvert dans la zone du Puythouck le 20 mai 2018), le comportement de cette personne aurait pu avoir des conséquences préjudiciables pour sa sécurité, mais aussi pour celle des policiers.

Un courrier faisant suite à ses récriminations lui a été adressé le 13 juillet 2018 dans lequel elle était invitée à déposer plainte si elle estimait que ses droits n'avaient pas été respectés. Elle a ainsi déposé une plainte auprès du parquet, qui a saisi fin juillet la délégation de Lille de l'IGPN, pour des faits du 13 juin. Une enquête judiciaire menée par l'IGPN est en cours.

Sur la forme, la saturation épistolaire procède de toute évidence d'une forme de harcèlement à l'égard des forces de l'ordre, spéculant sur leur obligation à devoir rendre compte. Sur le fond, les déclarations successivement contradictoires de Mme HEAD s'inscrivent dans l'exacte continuité d'une attitude résolument provocatrice à l'égard des représentants de l'Etat (préfecture, sécurité publique, police aux frontières, CRS) dans l'exercice de leurs fonctions liées à la lutte contre l'immigration clandestine dans le Calaisis.

5. Vous avez bien voulu demander des informations sur les mesures mise en place pour veiller à ce que les défenseurs des droits de l'Homme en France et leurs associations puissent opérer dans un environnement sûr et favorable et mener leurs activités légitimes sans crainte d'intimidation ou de harcèlement d'aucune sorte.

Par principe, tout citoyen est libre de mener ses activités légitimes en faveur des droits de l'homme et, ce, dans un environnement sûr et favorable. C'est bien évidemment le cas des défenseurs des droits et de leurs associations qui participent aux actions en faveur des migrants.

En 2013, le Conseil de l'Union européenne a souligné que « *le respect de l'État de droit est une condition préalable à la protection des droits fondamentaux* ». De même, la Commission européenne pour la démocratie par le droit, dite Commission de Venise, a adopté en mars 2016 la liste des critères de l'État de droit, rappelant à cet égard que « *L'État de droit perd tout son sens si le droit reste lettre morte et si son respect n'est pas assuré* » (§53) et de préciser que l'État de droit doit s'exercer dans un environnement favorable, démocratique, où la population est associée aux décisions au sein de la société. L'action de la France s'inscrit pleinement dans le cadre de ces principes.

En premier lieu, les autorités françaises favorisent traditionnellement la coopération entre les associations de défense des droits de l'homme et les différents acteurs publics afin d'assurer une prise en charge coordonnée et pluridisciplinaire des migrants. Cette coopération peut conduire à la signature de convention avec certaines associations qui participent activement à cette prise en charge. Le ministère de l'intérieur estime que près de 1 500 associations contribuent sur le territoire à la mise en œuvre de la politique d'accueil et d'intégration des étrangers primo-arrivants⁴. Sur Calais, plusieurs associations interviennent en soutien de l'action des pouvoirs publics pour assurer une bonne prise en charge des migrants.

Les autorités françaises indiquent que des réunions ont régulièrement lieu avec les associations en présence du Préfet ou du Sous-préfet pour organiser le travail des différents acteurs et échanger sur les difficultés rencontrées sur le terrain. A titre d'exemple, la réunion du 27 août 2018 a permis de mieux comprendre les allégations des associations relatives à des verbalisations abusives des forces de l'ordre pour stationnement gênant ou dangereux. Si ces verbalisations correspondaient à une stricte application de la loi, un *modus vivendi* a, depuis lors, été trouvé avec lesdites associations.

En deuxième lieu, outre les techniques de coopération entre associations et pouvoirs publics, les autorités françaises assument leurs missions dans le strict respect du droit. Pour ce faire, un contrôle régulier est notamment exercé sur l'exercice des missions des forces de l'ordre, à travers des missions d'inspection. Pour mémoire, les autorités françaises ont, en réponse à des allégations de violences policières lors de missions d'intervention dans le Pas-de-Calais, diligenté une évaluation inter inspection IGA, IGPN et IGGN déjà évoqué précédemment. Cette démarche témoigne une nouvelle fois, avec la plus grande rigueur et la plus grande fermeté de l'attachement des autorités françaises au respect des droits de l'homme et à leur volonté de lutter contre de tels agissements.

En dernier lieu, je rappelle que la France dispose de structures et d'institutions chargées d'assurer de manière équilibrée ou de veiller, malgré un environnement complexe, au respect des lois et des droits des personnes. Outre les tribunaux de droit commun, la France dispose d'institutions indépendantes dédiées au respect des droits de l'homme telles que le Défenseur des droits ou la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) qui interviennent régulièrement sur les questions liées aux droits des migrants, procèdent à des auditions et publient des avis et un rapport annuel, consultable par tous les citoyens sur leurs sites internet. Par suite, bien que confrontée comme ses partenaires européens à une crise migratoire sans précédent et à des activistes qui sont parfois amenés à enfreindre les lois de la République, la France veille, dans le cadre de l'État de droit, au respect des droits des migrants et à assurer un environnement propice à l'action des défenseurs des droits et des associations.

6. Vous avez également bien voulu demander si, à la suite des différentes alertes sur la violation des droits fondamentaux des migrants et demandeurs d'asile arrivant sur le territoire français, les autorités françaises ont donné des instructions particulières aux forces de sécurité ainsi qu'aux

⁴ - Source DGEF (13 décembre 2016) : <http://intranet.immigration.gouv.fr/Les-associations>

autorités locales afin d'assurer l'accès aux migrants, et notamment qui des enfants qui arrivent avec leurs familles ainsi que des mineurs non-accompagnés, à leur droits fondamentaux.

Après la publication, en juin 2017, d'une décision du Défenseur des droits et, en juillet, d'un rapport de l'association Human Rights Watch (HWR) sur de supposées maltraitances policières à l'encontre de migrants et de membres d'associations présents à Calais et Dunkerque les inspections générales de l'administration (IGA), de la police nationale (IGPN) et de la gendarmerie nationale (IGGN) ont procédé à une évaluation de l'action des forces de l'ordre chargées de cette mission. Les conclusions de ses travaux dont la synthèse figure ci-après ont été rendues en octobre 2017.

Elle a conduit des entretiens avec tous les acteurs institutionnels concernés à Paris, Lille, Arras, Calais et Dunkerque et rencontré toutes les associations œuvrant sur place. Pour mieux mesurer la réalité du terrain, elle a assisté à plusieurs distributions de nourriture et à des maraudes à Calais et à Grande-Synthe, échangeant à cette occasion directement avec une centaine de migrants. Ce travail d'investigation s'est aussi appuyé sur de nombreux documents écrits, des photos et des vidéos.

La mission a collecté un volume d'informations qu'elle estime de qualité et de quantité suffisantes pour fonder son analyse. Les informations provenant d'une source peu crédible, non identifiées, rapportées indirectement ou avec seules une ou deux occurrences, ont été écartées. Elle a, sur cette base, dressé un certain nombre de constats :

- les missions assignées aux forces de l'ordre sont multiples et poursuivent des objectifs souvent difficiles à concilier ; elles s'exercent, en outre, dans un contexte migratoire extrêmement tendu, qui les rend particulièrement délicates et périlleuses ;
- la grande majorité des interlocuteurs rencontrés jugent indispensable la présence des forces de l'ordre et reconnaissent la qualité de leur travail ;
- contrairement à ce qu'indique le rapport de Human Rights Watch, il est confirmé qu'il n'y a pas de gaz poivre en dotation dans la police et dans la gendarmerie nationale. Il est donc hautement improbable qu'il ait pu être utilisé contre des migrants ;
- l'accumulation des témoignages écrits et oraux, bien que ne pouvant tenir lieu de preuves formelles, conduit à considérer comme plausibles des manquements à la doctrine d'emploi de la force et à la déontologie policière, principalement à Calais. Ils portent sur des faits de violences, sur un usage disproportionné des aérosols lacrymogènes, la destruction d'affaires appartenant aux migrants ainsi que le non-respect de l'obligation du port du RIO. Au regard de ces constats, plusieurs mesures de natures diverses doivent permettre d'éviter une mise en cause injustifiée de policiers et de gendarmes, pour la plupart d'entre eux profondément attachés à l'éthique de leur métier.

Se fondant sur ces constats, la mission a formulé diverses préconisations, suivant trois axes :

➤ **Améliorer le fonctionnement de la chaîne de commandement, en particulier en ce qui concerne les forces mobiles présentes sur place et définir clairement leurs conditions d'intervention.**

- Inscrire comme projets à financer prioritairement l'éclairage de la rocade et de l'A16, l'achat de scanners pour les ports de Calais et Dunkerque ainsi que les mesures de sécurisation de la zone Marcel Doret à Calais.
- Sous l'autorité du préfet de la zone Nord, mener un travail proactif d'identification des sites à sécuriser sur tout le littoral de la Manche.
- Nommer, à Calais, sur un poste fixe, le responsable du groupement opérationnel permanent (GOP) qui sera garant du bon déroulement des opérations et du respect des règles déontologiques.
- Permettre aux fonctionnaires de compagnies républicaines de sécurité (CRS), à l'issue de leur mission à Calais un accès à une cellule de prévention des risques psycho-sociaux et organiser des séances de débriefing systématiques.
- Veiller à ce que les rappels de consigne concernant les conditions d'utilisation des aérosols lacrymogènes soient bien transmis par les chefs de circonscription de sécurité publique (CSP) à tous les fonctionnaires présents et leur respect, contrôlé.

- Préciser dans le compte rendu des interventions de démantèlement de camp les moyens utilisés au regard de l'objectif assigné.
- Détailler, par écrit, les modalités pratiques d'exécution des opérations de démantèlement des campements

➤ **Mieux garantir la transparence de l'action de la police et de la gendarmerie**

- Rappeler et contrôler le respect de l'obligation du port visible du RIO par les forces de l'ordre.
- Équiper les forces mobiles de caméras-piétons avec un dispositif de vision nocturne déclenché systématiquement à l'occasion des opérations de démantèlement des campements et des contrôles d'identité.
- Rédiger et mettre à disposition des associations et des migrants, sur support papier et en ligne, un document d'information sur les procédures de saisine des autorités administratives et judiciaires.
- Désigner au sein des commissariats de Calais et de Dunkerque un « référent migrants ».

➤ **Renforcer le dialogue entre associations et autorités publiques**

- A Calais et Dunkerque, organiser des réunions régulières avec les associations autour du sous-préfet en présence de représentants des forces de l'ordre.
- Engager une étude sur les besoins prioritaires en matière immobilière du commissariat de Calais.
- S'agissant des effectifs des forces de l'ordre et des moyens d'améliorer le contexte de leurs interventions, le rapport comporte plusieurs constats et recommandations :
 - des renforcements d'effectifs sont nécessaires à la Police aux frontières pour engager davantage de procédures d'éloignement et à la Sécurité publique pour l'instruction des plaintes. À l'inverse le nombre de gendarmes mobiles assurant la protection du site d'Eurotunnel peut être réduit ;
 - le passage clandestin en Angleterre a été rendu sensiblement plus difficile depuis quelques années par des investissements de sécurité passive, autour des ports de Calais et Dunkerque et de leurs voies d'accès routières et ferroviaires. Une priorité doit être donnée à leur achèvement pour dissuader les migrants de se rendre en Angleterre et, ce faisant, alléger le travail des forces de l'ordre.

Ainsi, plusieurs notes ont été adressées aux forces de l'ordre afin d'améliorer leur action :

1/Une note du Directeur départemental de la sécurité publique du Pas-de-Calais adressée au Chef de la circonscription de sécurité publique de Calais datée du 19 septembre 2017 ordonne de veiller à ce que les migrants invités à quitter les lieux de squat puissent partir avec leur duvet ou leur couverture s'ils viennent à en exprimer le souhait. Ces éléments sont repris dans une note de service de la Circonscription de sécurité publique de Calais du 20 septembre 2017.

2/Une note de service du Commissariat central de Calais du 24 octobre 2017 rappelle aux agents les consignes concernant les conditions d'utilisation des produits lacrymogènes en aérosols.

3/ Une note du Directeur général de la police nationale adressée au chef de l'inspection générale de l'administration le 20 décembre 2017 intitulée « Evaluation des forces de l'ordre à Calais et dans le Dunkerquois ». Elle concerne la prise des mesures au sein de la DGPN pour améliorer la chaîne de commandement et rendre l'action de la police plus transparente.

4/ les notes de services déclinées localement rappellent systématiquement les règles et obligations en matière de déontologie. Par ailleurs, plusieurs policiers de la DIDPAF de Calais intervenant sur la voie publique sont dotés de caméras individuelles, ce qui permet, le cas échéant, de pouvoir attester de la régularité des interventions.

Enfin, le président de la République française, Emmanuel MACRON, a prononcé un discours aux forces mobilisées à Calais, le 16 janvier 2018, dans lequel il rappelait la politique des autorités françaises et les

obligations des acteurs engagés sur ce territoire⁵. Etaient notamment rappelés l'attachement de la France au respect des droits fondamentaux des migrants, des enfants migrants accompagnés de leur famille et des mineurs non accompagnés et l'ensemble des moyens mis en œuvre pour assurer l'effectivité de ces droits.

7. Enfin, vous avez interrogé le gouvernement sur la possibilité d'offrir des solutions de mobilité plus accessibles, régulières, sûres et abordables lors des procédures d'obtention de visas pour les migrants.

Ainsi que les autorités françaises l'avaient déjà souligné dans les éléments adressés à plusieurs Rapporteurs spéciaux de l'ONU qui les interrogeaient sur la situation de M. Cédric Herrou⁶, l'ensemble des décisions relatives aux demandes de visas s'inscrivent dans un cadre juridique et administratif strictement défini ; les conditions d'obtention d'un visa sont strictement encadrées par la réglementation européenne pour les séjours de moins de trois mois (code communautaire des visas) et nationales définies par la loi et le règlement (articles L. 211-2-1 et suivants du CESEDA) pour tous les séjours de plus de trois mois.

Les décisions de refus de visas ordinaires de court ou de long séjour prises par les autorités diplomatiques et consulaires peuvent faire l'objet de recours gracieux et hiérarchique. En cas de maintien de refus, elles peuvent être contestées devant une commission de recours et devant le juge administratif. La procédure de demandes de visas est peu coûteuse : les droits de visas oscillent entre 35 et 99 euros, avec une gratuité dans certaines conditions ; dans certains cas, lorsque la collecte des dossiers de demandes de visas est externalisée auprès d'un prestataire de service extérieur, des frais de service supplémentaires sont demandés ; ils ne peuvent dans tous les cas dépasser 30 euros.

Enfin, les procédures d'obtention des visas ne sont pas la seule voie par laquelle la mobilité des personnes à destination de la France est facilitée. Les ressortissants d'un nombre important de pays sont ainsi dispensés de visas de court séjour pour l'accès au territoire français, de même que les citoyens d'un pays membre de l'Espace économique européen.

La mobilité, y compris circulaire lorsque les conditions en sont remplies, fait partie de la politique d'attractivité prônée par la France. Les autorités françaises sont actives pour faciliter l'arrivée des talents, des étudiants et de jeunes professionnels. Le développement du « *passport talents* » qui offre un titre de séjour pouvant aller jusqu'à 4 ans dès la première année de séjour régulier pour les chercheurs, les investisseurs, les créateurs d'entreprises, ou les artistes de renom, est soutenu au moyen d'une campagne de promotion active. La mobilité circulaire des étudiants de haut niveau ou des jeunes professionnels qualifiés est encouragée et leur accès au marché du travail est facilité par la loi du 7 mars 2016. Enfin, la mise en ligne de la plateforme « France Visas » le 19 septembre prochain (www.france-visas.gouv.fr) permettra aux demandeurs d'accéder à une information générale multilingue (français, anglais, arabe, espagnol, chinois, russe) qui pourront utiliser un assistant-visas pour obtenir des informations selon leur situation personnelle (besoin de visa liste des pièces justificatives, coût). A terme, ils pourront déposer leurs demandes de visas en ligne rendant la procédure plus simple et plus accessible pour les usagers./.

⁵ <http://www.elysee.fr/declarations/article/transcription-du-discours-du-president-de-la-republique-aupres-des-forces-mobilisees/>

⁶ Communication conjointe datée du 11 juillet 2017, le Groupe de travail sur la détention arbitraire et différents Rapporteurs spéciaux du Haut-Commissariat aux droits de l'homme ont sollicité le gouvernement français en vue d'obtenir des informations relatives à l'affaire impliquant M. Cédric HERROU - AL FRA 5/2017